

SELOR
BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE
[2005/202704]

Selection comparative de collaborateur communication externe (m/f) (niveau A), d'expression néerlandaise, pour SELOR (Ref.: ANG05020)

Une réserve de dix lauréats maximum, valable deux ans, sera établie. Si plusieurs lauréats sont à égalité de points pour l'attribution de la dernière place, le nombre maximum de lauréats fixé est augmenté en leur faveur.

Conditions d'admissibilité :

1. Etre belge ou citoyen d'un autre Etat faisant partie de l'Espace économique européen.

2. Diplômes requis au 22 octobre 2005 :

Etre porteur de l'un des diplômes suivants, sanctionnant des études portant sur la connaissance de la langue française et néerlandaise : licencié interprète ou licencié traducteur ou licencié en langues et littérature ou philologie.

Complété par un diplôme d'études complémentaires, spécialisées ou approfondies en communication (p.ex. DES en information et communication, DEC en communication multilingue dans l'entreprise...) ou par un diplôme de gradué obtenu dans une section communication ou un diplôme de licencié en information et communication.

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de sélection que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR (ligne info 0800-505 54) ou via le site web du SELOR.

Traitement annuel brut de début : 30.036,86 EUR, allocations réglementaires non comprises.

Posez votre candidature jusqu'au 22 octobre 2005.

Vous le faites par fax 02-788 68 44) ou par lettre (SELOR, Division Sélections et Recrutement de l'Etat fédéral, Bâtiment « Centre Etoile », Boulevard Bischoffsheim 15, 1000 Bruxelles).

Vous pouvez également poser votre candidature directement sur notre site web <http://www.selor.be>

Votre inscription à cette sélection doit être accompagnée d'un C.V. standard « ANG05020 - collaborateur communication externe » complété et une copie de vos diplômes. Faute de quoi, votre candidature ne sera pas prise en considération.

Vous adressez, votre dossier de candidature à SELOR, à l'attention de Eddy Engels, à l'adresse ci-dessus. Vous trouverez le C.V. à remplir sur le site www.selor.be à la rubrique de la sélection concernée, via la ligne info du SELOR (0800-505 54) ou sur demande à l'adresse e-mail eddy.engels@selor.be

Si vous sollicitez via notre web de SELOR, envoyez votre C.V. avec la mention : "inscription web".

Votre candidature sera confirmée par lettre.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR
[C - 2005/00596]

15 SEPTEMBRE 2005. — Circulaire
relative au séjour des mineurs étrangers non accompagnés

La présente circulaire remplace les dispositions suivantes :

— le point II.D. de la circulaire du 17 juillet 2001 concernant les précisions relatives au rôle de l'administration communale dans le cadre de l'application de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ainsi qu'aux tâches de certains bureaux de l'Office des étrangers (*Moniteur belge* 28 août 2001).

— la note de service du 1^{er} mars 2002 de l'Office des Etrangers relative au traitement des dossiers relatifs au séjour des mineurs étrangers non accompagnés.

Cette circulaire détermine les compétences des deux services Mineurs de l'Office des Etrangers et explicite la procédure d'examen qui a été instaurée pour régler le séjour des mineurs étrangers non accompagnés (ci-après M.E.N.A.).

SELOR
SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[2005/202704]

Vergelijkende selectie van Nederlandstalige medewerker externe communicatie (m/v) (niveau A) voor SELOR (Ref. ANG05020)

Na deze selectie wordt een lijst met maximum 10 geslaagden aangelegd, die twee jaar geldig blijft. Indien er voor de toekenning van de laatste plaats verscheidene geslaagden zijn met een gelijk aantal punten, wordt het maximum aantal geslaagden in hun voordeel verhoogd.

Toelaatbaarheidsvereisten :

1. Belg zijn of burger van een ander land behorende tot de Europese Economische Ruimte.

2. Vereiste diploma's op 22 oktober 2005 :

Houder zijn van één van de volgende diploma's tot afsluiting van studies over de kennis van de Franse en Nederlandse taal : licentiaat vertaler of licentiaat folk of licentiaat in de taal- en letterkunde of in de filologie.

Aangevuld door een diploma van voortgezte academische opleiding (GGS of GAS) in communicatie (bv. : meertalige bedrijfscommunicatie, media- en informatiekunde,...) of door een diploma van gegradueerde in een richting communicatie of door een diploma van licentiaat in de communicatiewetenschappen.

De gedetailleerde functiebeschrijving en selectieprocedure vindt u in het selectierglement, dat u kan verkrijgen bij de diensten van SELOR (via de infolijn 0800-505 54) of op de SELOR-website.

Jaarlijks bruto-beginsalaris : 30.036,86 EUR, reglementaire toelagen niet inbegrepen.

Solliciteren kan tot 22 oktober 2005.

U reageert per fax (02-788.68.44) of brief (SELOR, Afdeling Selectie en Rekrutering Federale Overheid, Gebouw « Centre Etoile », Bischoffsheimlaan 15, 1000 Brussel).

U kan ook rechtstreeks solliciteren op onze website <http://www.selor.be>

Uw sollicitatie voor deze selectie moet vergezeld zijn van een cv « ANG05020 - medewerker externe communicatie » en een kopie van uw diploma's, te richten aan SELOR, t.a.v. Eddy Engels, op bovenvermeld adres. Zoniet zal met uw sollicitatie geen rekening worden gehouden.

U vindt het in te vullen cv op de website www.selor.be, bij de rubriek van de selectie of u vraagt het aan via de infolijn van SELOR (0800-505 54) of via eddy.engels@selor.be

Indien u via de Selor-website solliciteert, stuurt u uw cv op met de vermelding "webinschrijving".

Uw sollicitatie zal per brief worden bevestigd.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN
[C - 2005/00596]

15 SEPTEMBER 2005. — Omzendbrief
betreffende het verblijf
van niet-begeleide minderjarige vreemdelingen

Onderhavige omzendbrief vervangt volgende bepalingen :

— het punt II.D. van de omzendbrief van 17 juli 2001 betreffende de preciseringen aangaande de rol van het gemeentebestuur in het kader van de toepassing van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, alsmede aangaande de taken van bepaalde bureaus van de Dienst Vreemdelingenzaken (*Belgisch Staatsblad* 28 augustus 2001);

— de dienstnota van 1 maart 2002 van de Dienst Vreemdelingenzaken betreffende de behandeling van dossiers aangaande het verblijf van niet-begeleide minderjarige vreemdelingen.

Deze omzendbrief bepaalt de bevoegdheden van de twee diensten Minderjarigen van de Dienst Vreemdelingenzaken en verduidelijkt de onderzoeksprocedure die werd ingesteld om het verblijf van niet-begeleide minderjarige vreemdelingen (hierna N.B.M.V. genoemd) te regelen.

I. Définitions

a) Par « mineur étranger non accompagné » (M.E.N.A.), on entend :

Toute personne qui paraît être âgée ou qui déclare être âgée de moins de 18 ans, et qui :

— n'est pas accompagnée par une personne exerçant l'autorité parentale ou la tutelle en vertu de la loi applicable conformément à l'article 35 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé;

— est ressortissante d'un pays non membre de l'Espace Economique Européen (E.E.E.);

et qui se trouve dans une des situations suivantes :

— soit, a demandé la reconnaissance de la qualité de réfugié;

— soit, ne satisfait pas aux conditions d'accès au territoire et de séjour déterminées par la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

b) Par « solution durable », on entend :

— le regroupement familial (1);

— le retour dans le pays d'origine ou dans le pays dans lequel il est autorisé ou admis au séjour, moyennant des garanties quant à un accueil et une prise en charge appropriés du M.E.N.A., en fonction de ses besoins déterminés par son âge et de son degré d'autonomie, soit, par ses parents ou par d'autres adultes qui s'occuperont de lui, soit, par des instances gouvernementales ou non gouvernementales (2);

— l'autorisation de séjour illimité en Belgique, dans le respect des dispositions contenues dans la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Cette solution durable est déterminée après examen par l'Office des étrangers de l'ensemble des éléments du dossier du M.E.N.A..

c) Par « Service des Tutelles », on entend :

Le service qui a été créé au sein du Service Public Fédéral Justice et qui est chargé de mettre en place une tutelle spécifique sur les mineurs non accompagnés, conformément à l'article 3, § 1^{er} du Titre XIII, Chapitre 6 « Tutelle des mineurs étrangers non accompagnés » de la loi-programme du 24 décembre 2002.

d) Par « loi sur la Tutelle », on entend :

Le Titre XIII, Chapitre 6 « Tutelle des mineurs étrangers non accompagnés » de la loi-programme du 24 décembre 2002, modifié par les lois-programmes du 22 décembre 2003 et du 27 décembre 2004.

II. Champs d'application

A. Ratione personae

La présente circulaire a pour objet d'expliciter la procédure instaurée pour les M.E.N.A. qui n'ont pas revendiqué la qualité de réfugié et qui se trouvent illégalement sur le territoire ou qui ont été autorisés à entrer sur le territoire lors de leur arrivée à une frontière extérieure Schengen alors même qu'ils ne remplissaient pas les conditions d'entrée énumérées aux articles 2 et 3 de la loi du 15 décembre 1980 précitée.

La présente circulaire ne s'applique donc pas :

1) A la personne âgée de 18 ans ou plus :

Lorsque les autorités compétentes en matière d'asile, d'accès au territoire, de séjour et d'éloignement, ou le service des Tutelles, ont des doutes concernant l'âge du M.E.N.A., le service des Tutelles fait procéder immédiatement à un test médical afin de vérifier si la personne est âgée ou non de moins de dix-huit ans.

Lorsque le test médical établit que la personne est âgée de plus de dix-huit ans, la présente circulaire ne s'applique pas, conformément à l'article 7, § 2, deuxième alinéa de la loi sur la Tutelle.

De même, la présente circulaire ne s'applique plus lorsque le mineur atteint l'âge de dix-huit ans, conformément à l'article 24, § 1^{er}, 2^o, de la loi sur la Tutelle (voir point V).

I. Définitions

a) Onder « niet-begeleide minderjarige vreemdeling » (N.B.M.V.) wordt verstaan :

Elke persoon die jonger dan 18 jaar lijkt te zijn of verklaart dat hij jonger is dan 18 jaar, en die :

— niet begeleid is door een persoon die het openlijk gezag of de voogdij over hem uitoefent krachtens de wet van toepassing overeenkomstig artikel 35 van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van Internationaal privaatrecht;

— onderdaan is van een land dat geen lid is van de Europese Economische Ruimte (E.E.R.);

en die verkeert in één van de volgende situaties :

— ofwel, de erkenning van de hoedanigheid van vluchteling heeft gevraagd;

— ofwel, niet voldoet aan de voorwaarden tot toegang en verblijf op het grondgebied vastgelegd in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

b) Onder « duurzame oplossing » wordt verstaan :

— de gezinshereniging (1);

— de terugkeer naar het land van herkomst of naar het land waar hij gemachtigd of toegelaten is tot verblijf, met garanties op adequate opvang en verzorging van de N.B.M.V., naargelang zijn behoeften bepaald door zijn leeftijd en zijn graad van zelfstandigheid, hetzij, door zijn ouders of andere volwassenen die voor hem zullen zorgen, hetzij, door overheidsinstanties of niet-gouvernementele organisaties (2);

— de machtiging tot onbeperkt verblijf in België, met inachtneming van de bepalingen voorzien in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Deze duurzame oplossing wordt bepaald nadat de Dienst Vreemdelingenzaken alle elementen van het dossier van de N.B.M.V. heeft onderzocht.

c) Onder « dienst Voogdij » wordt verstaan :

De dienst die werd opgericht bij de Federale Overheidsdienst Justitie en die belast is met het organiseren van een specifieke voogdij over niet-begeleide minderjarigen, krachtens artikel 3, § 1, van Titel XIII, Hoofdstuk 6 « Voogdij over niet-begeleide minderjarige vreemdelingen » van de programmanwet van 24 december 2002.

d) Onder « Voogdijwet » wordt verstaan :

De Titel XIII van het Hoofdstuk 6 « Voogdij over niet-begeleide minderjarige vreemdelingen » van de programmanwet van 24 december 2002, gewijzigd bij de programmatexten van 22 december 2003 en 27 december 2004.

II. Toepassingsgebied

A. Ratione personae

Deze omzendbrief heeft tot doel de procedure te verduidelijken die werd ingevoerd voor N.B.M.V. die geen aanvraag tot erkenning van de hoedanigheid van vluchteling hebben ingediend en die zich illegaal op het grondgebied bevinden of die werden toegelaten tot het grondgebied bij hun aankomst aan een Schengen-buitengrens terwijl zij niet voldeden aan de binnenkomstvoorwaarden bepaald in de artikelen 2 en 3 van de voornoemde wet van 15 december 1980.

Deze omzendbrief is dus niet van toepassing :

1) Op de persoon die 18 jaar of ouder is :

Indien de overheden die bevoegd zijn voor het asiel, de toegang tot het grondgebied, het verblijf en de verwijdering, of de dienst Voogdij, twijfels hebben aangaande de leeftijd van de N.B.M.V., laat de dienst Voogdij onmiddellijk een medisch onderzoek uitvoeren om na te gaan of de persoon al dan niet jonger is dan achttien jaar.

Indien uit het medisch onderzoek blijkt dat de persoon ouder is dan achttien jaar, is de huidige omzendbrief, overeenkomstig artikel 7, § 2, tweede lid van de Voogdijwet, niet van toepassing.

Overeenkomstig artikel 24, § 1, 2^o van de Voogdijwet is onderhavige omzendbrief ook niet meer van toepassing wanneer de minderjarige achttien jaar wordt (zie punt V).

2) A la personne qui fait l'objet d'une procédure de tutelle ou d'adoption.

Le mineur qui arrive sur le territoire muni d'un passeport revêtu d'un visa de long séjour de type D portant la mention « ASP-adoption » ou « ASP-tutelle » ne tombe pas sous l'application de la présente circulaire, puisque le séjour de ce mineur est déterminé par la loi du 15 décembre 1980.

Ce n'est que lorsque la procédure d'adoption ou de tutelle est clôturée négativement et que le mineur devient de ce fait un M.E.N.A. que le tuteur, désigné dans le cadre de la loi sur la Tutelle, peut demander le bénéfice des dispositions de la présente circulaire pour son pupille.

3) Au M.E.N.A. qui a introduit une demande de reconnaissance de la qualité de réfugié.

Le M.E.N.A. qui a introduit une demande de reconnaissance de la qualité de réfugié sur le territoire, ne peut revendiquer le bénéfice des dispositions de la présente circulaire et ce, pendant la durée de l'examen de la demande d'asile par les instances compétentes concernées, à savoir, l'Office des Étrangers, le Commissariat général aux Réfugiés et aux Apatrides et, le cas échéant, la Commission permanente de Recours des Réfugiés.

Ce n'est que lorsque la demande de reconnaissance de la qualité de réfugié est clôturée négativement que le tuteur du M.E.N.A. peut demander le bénéfice des dispositions de la présente circulaire pour son pupille.

4) Au M.E.N.A. qui a introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 :

Le tuteur qui introduit au nom du M.E.N.A. une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9, alinéa 3 de la loi du 15 décembre 1980, ne peut demander le bénéfice des dispositions de la présente circulaire pour son pupille aussi longtemps que cette demande n'a pas été rejetée.

5) Au M.E.N.A., victime de la traite des êtres humains.

Le M.E.N.A. victime de la traite des êtres humains, peut bénéficier des dispositions de la circulaire du 1 juillet 1994 concernant la délivrance de titres de séjour et des autorisations d'occupation à des étrangers victimes de la traite des êtres humains et de la modification du 17 avril 2003 des directives du 13 janvier 1997 à l'Office des étrangers, aux Parquets, aux services de police, aux services de l'inspection des lois sociales et de l'inspection sociale relative à l'assistance aux victimes de la traite des êtres humains.

Ce n'est que s'il ne bénéficie pas ou plus du statut de victime de la traite des êtres humains que le tuteur du M.E.N.A. peut demander que son pupille bénéficie des dispositions de la présente circulaire.

B. Ratione materiae

La présente circulaire ne s'applique pas lorsque le M.E.N.A. a introduit une procédure prévue par la loi du 15 décembre 1980 et que cette procédure est toujours pendante (voir point A, 2) 3) et 4)).

Il appartient au tuteur et à l'avocat qui l'assistent conformément à l'article 9, § 3, de la loi sur la Tutelle, d'une part, d'examiner avec le mineur, la procédure qu'il y a lieu d'introduire en tenant compte des motifs de l'immigration et de la situation spécifique du M.E.N.A., d'autre part, de veiller à n'introduire qu'une seule procédure à la fois et que celle-ci corresponde effectivement à l'intérêt supérieur de l'enfant.

2) Op de persoon die in een voogdij- of adoptieprocedure zit.

De minderjarige die op het grondgebied aankomt met een paspoort dat voorzien is van een visum lang verblijf van het type D met de vermelding « MVV-adoptie » of « MVV-voogdij » valt niet onder de toepassing van onderhavige omzendbrief, aangezien het verblijf van deze minderjarige door de wet van 15 december 1980 wordt bepaald.

Enkel indien de adoptie - of voogdijprocedure met een negatief resultaat wordt afgesloten en de minderjarige daardoor een N.B.M.V. wordt, kan de voogd, aangesteld in het kader van de Voogdijwet, de toepassing van de bepalingen van onderhavige omzendbrief voor zijn pupil invoeren.

3) Op de N.B.M.V. die een aanvraag tot de erkenning van de hoedanigheid van vluchteling heeft ingediend.

De N.B.M.V. die een aanvraag tot de erkenning van de hoedanigheid van vluchteling heeft ingediend op het grondgebied, kan de bepalingen van onderhavige omzendbrief niet invoeren en dit gedurende de duur van het onderzoek van zijn asietaanvraag door de bevoegde betrokken instanties, zijnde de Dienst Vreemdelingenzaken, het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen en in voorkomend geval, de Vaste Beroepscommissie voor de Vluchtelingen.

Enkel indien zijn aanvraag tot erkenning van de hoedanigheid van vluchteling negatief wordt afgesloten, kan de voogd van de N.B.M.V. de toepassing van de bepalingen van onderhavige omzendbrief voor zijn pupil invoeren.

4) Op de N.B.M.V. die een aanvraag tot machtiging tot verblijf op basis van artikel 9, derde lid van de wet van 15 december 1980 heeft ingediend :

De voogd die in naam van de N.B.M.V. een aanvraag tot machtiging tot verblijf op basis van artikel 9, derde lid van de wet van 15 december 1980 heeft ingediend, kan de toepassing van de bepalingen van onderhavige omzendbrief voor zijn pupil niet invoeren zolang deze aanvraag niet verworpen werd.

5) Op de N.B.M.V., slachtoffer van mensen-handel.

De N.B.M.V., slachtoffer van mensenhandel, kan genieten van de bepalingen van de omzendbrief van 1 juli 1994 betreffende de afgifte van arbeids- en verblijfsvergunningen aan vreemdelingen, slachtoffers van mensen-handel en van de wijziging van 17 april 2003 van de richtlijnen van 13 januari 1997 aan de Dienst Vreemdelingenzaken, de Parketten, de politiediensten, de diensten van de inspectie der sociale wetten en de sociale inspectie met betrekking tot de bijstand aan slachtoffers van mensenhandel.

Enkel indien hij niet meer van het statuut van slachtoffer van mensenhandel geniet, kan de voogd van de N.B.M.V. de toepassing van de bepalingen van onderhavige omzendbrief voor zijn pupil invoeren.

B. Ratione materiae

Onderhavige omzendbrief is niet van toepassing indien de N.B.M.V. een procedure, die voorzien is in de wet van 15 december 1980, heeft ingesteld en deze procedure nog hangende is (zie punt A, 2) 3) en 4)).

Het is de taak van de voogd en de advocaat die hem bijstaan, overeenkomstig artikel 9, § 3, van de Voogdijwet, om enerzijds met de minderjarige na te gaan welke procedure moet worden ingediend, rekening houdend met de motieven voor de immigratie en de specifieke situatie van de N.B.M.V., anderzijds, erover te waken dat er slechts één procedure tegelijkertijd wordt ingediend en dat die procedure daadwerkelijk in overeenstemming is met het hoger belang van het kind.

III. Competences des services « mineurs » de l'Office des étrangers

Au sein de la Direction générale de l'Office des Etrangers, deux services traitent les dossiers des M.E.N.A. se trouvant sur le territoire en ce qui concerne leur séjour. Il s'agit de :

1. Le Bureau Mineurs de la Direction Asile

Lorsque l'Office des Etrangers est la première autorité à avoir connaissance de la présence du M.E.N.A. sur le territoire, le Bureau Mineurs de la Direction Asile remplit la fiche « mineur étranger non accompagné » instaurée par la circulaire du 23 avril 2004 relative à la fiche « mineur étranger non accompagné ». En cas de doute sur l'âge déclaré, le Bureau Mineurs coche la case de la rubrique 8 de la fiche « M.E.N.A. » afin de demander au service des Tutelles de faire procéder à un test médical.

Lorsque le M.E.N.A. manifeste le souhait d'introduire une demande d'asile, l'inscription de la demande d'asile est effectuée par le Bureau Mineurs de la Direction Asile (3). Le mineur peut en effet introduire seul une demande d'asile, sans être représenté par son tuteur. Par contre, le tuteur assiste à l'audition de son pupille.

Ce bureau examine également en première instance la recevabilité des demandes d'asile introduites par les mineurs non accompagnés qui se trouvent sur le territoire.

2. Le Bureau Mineurs de la Direction Accès et Séjour.

Le Bureau Mineurs de la Direction Accès et Séjour est chargé de l'application de la procédure d'examen décrite ci-dessous.

Ce bureau est habilité à trouver une solution durable (voir le point I.b.) à tout M.E.N.A. se trouvant sur le territoire et doit veiller à ce que cette solution soit conforme à l'intérêt supérieur de l'enfant et au respect de ses droits fondamentaux.

IV. La procédure d'examen relative au séjour du M.E.N.A.

Le principe fondamental de la Convention des Nations Unies du 20 novembre 1989 relative aux Droits de l'enfant (C.I.D.E), est que dans toutes les décisions qui concernent les enfants, quelle que soit l'instance dont elles émanent « l'intérêt supérieur de l'enfant doit être la considération primordiale ».

Même si ce principe n'est pas défini dans la C.I.D.E, il y a lieu de l'interpréter comme un principe général de droit qui trouve à s'appliquer dans toute décision prise à l'égard des M.E.N.A.

A. Conditions d'application

Deux conditions de base doivent être remplies pour que le M.E.N.A. puisse bénéficier des dispositions explicitées ci-après :

1. La personne doit être identifiée par le service des Tutelles comme M.E.N.A., au sens de l'article 5 de la loi sur la Tutelle.

En cas de doute sur l'âge déclaré par le M.E.N.A., le Bureau Mineurs demande au service des Tutelles d'une part, de faire procéder à un test médical conformément à l'article 7, § 1^{er}, de la loi sur la Tutelle, d'autre part, de procéder à son identification.

Ceci implique que le Bureau Mineurs ne prendra en considération la demande introduite par le tuteur qu'après avoir reçu notification de la décision du service des Tutelles attestant que la personne a été identifiée comme un mineur non accompagné au sens de l'article 5 de la loi sur la Tutelle.

Il en résulte qu'un tuteur provisoire désigné conformément à l'article 6, § 3 de la loi sur la Tutelle, ne peut pas demander le bénéfice des dispositions de la présente circulaire pour son pupille puisque le service des Tutelles n'a pas terminé l'identification de la personne qui s'est déclarée M.E.N.A., lorsqu'il est désigné.

III. Bevoegdheden van de diensten « minderjarigen » van de dienst vreemdelingenzaken

Binnen de Algemene Directie van de Dienst Vreemdelingenzaken behandelen twee diensten de dossiers van de N.B.M.V. die zich op het grondgebied bevinden met betrekking tot hun verblijf. Het gaat om :

1. Het Bureau Minderjarigen van de Directie Asiel

Als de Dienst Vreemdelingenzaken de eerste overheid is die op de hoogte is van de aanwezigheid van de N.B.M.V. op het grondgebied, vult het Bureau Minderjarigen van de Directie Asiel, de fiche « niet-begeleide minderjarige vreemdeling » in die werd ingevoerd door de omzendbrief van 23 april 2004 betreffende de fiche « niet-begeleide minderjarige vreemdeling ». Bij twijfel aangaande de opgegeven leeftijd, kruist het Bureau Minderjarigen het vakje van rubriek 8 van de fiche « N.B.M.V. » aan om aan de dienst Voogdij te vragen een medisch onderzoek te laten uitvoeren.

Indien de N.B.M.V. duidelijk maakt dat hij een asielaanvraag wil indienen wordt de asielaanvraag ingeschreven door het Bureau Minderjarigen van de Directie Asiel (3). De minderjarige kan immers zelfstandig, zonder door zijn voogd te worden vertegenwoordigd, een asielaanvraag indienen. Maar de voogd is wel aanwezig bij het verhoor van zijn pupil.

Dit bureau onderzoekt ook in eerste aanleg de ontvankelijkheid van de asielaanvragen die door niet-begeleide minderjarigen die zich op het grondgebied bevinden, ingediend werden.

2. Het Bureau Minderjarigen van de Directie Toegang en Verblijf.

Het Bureau Minderjarigen van de Directie Toegang en Verblijf is belast met de toepassing van de hieronder uiteengezette onderzoeksprocedure.

Dit Bureau is bevoegd om voor elke N.B.M.V., die zich op het grondgebied bevindt, een duurzame oplossing (zie punt I.b.) te vinden en moet erover waken dat deze oplossing overeenstemt met het hoger belang van het kind en dat zijn fundamentele rechten worden gerespecteerd.

IV. De onderzoeksprocedure inzake het verblijf van de N.B.M.V.

Het fundamenteel principe van het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de Rechten van het Kind (I.V.R.K.) van 20 november 1989 is dat voor alle beslissingen met betrekking tot kinderen, van welke instantie zij ook mogen uitgaan, « het hoger belang van het kind de eerste overweging vormt ».

Ofschoon dit principe niet in het I.V.R.K. wordt gedefinieerd, moet het worden geïnterpreteerd als een algemeen rechtsprincipe dat moet worden toegepast op elke beslissing die wordt genomen met betrekking tot N.B.M.V.

A. Toepassingsvoorwaarden

Twee basisvoorwaarden dienen te worden vervuld opdat de N.B.M.V. van de hierna uiteengezette bepalingen zou kunnen genieten :

1. De persoon moet door de dienst Voogdij als N.B.M.V. in de zin van artikel 5 van de Voogdijwet, worden geïdentificeerd.

Bij twijfel aangaande de door de N.B.M.V. opgegeven leeftijd, vraagt het Bureau Minderjarigen aan de dienst Voogdij enerzijds om een medisch onderzoek te laten uitvoeren overeenkomstig artikel 7, § 1 van de Voogdijwet, anderzijds, om tot zijn identificatie over te gaan.

Dit houdt in dat het Bureau Minderjarigen de door de voogd ingediende aanvraag slechts in overweging zal nemen, na de betekening van de beslissing van de dienst Voogdij, waarin deze laatste stelt dat de persoon als een niet-begeleide minderjarige werd geïdentificeerd in de zin van artikel 5 van de Voogdijwet.

Hieruit volgt dat een voorlopige voogd toegewezen overeenkomstig artikel 6§ 3 van de Voogdijwet, de bepalingen van onderhavige omzendbrief niet kan inroepen ten gunste van zijn pupil aangezien de dienst Voogdij de identificatie van de persoon die verklaart dat hij een N.B.M.V. is, nog niet heeft voltooid als hij wordt toegewezen.

2. La demande doit être introduite par le tuteur par écrit auprès du Bureau Mineurs.

Lors de cette demande, le tuteur communique l'identité du M.E.N.A. Cette identité ne pourra plus être modifiée ultérieurement que sur présentation d'un passeport national. Il est dès lors utile que le tuteur attire l'attention de son pupille sur l'importance de donner sa véritable identité.

B. La procédure d'examen du séjour

Afin de trouver une solution durable, le Bureau Mineurs cherche à connaître la situation familiale du M.E.N.A. tant à l'étranger qu'en Belgique. Les principes relatifs à l'unité familiale développés au sein des articles 9 et 10 de la C.I.D.E. sont appliqués.

En vertu de l'article 11, § 1 de la loi sur la Tutelle, le tuteur prend toutes les mesures utiles afin de rechercher les membres de la famille du mineur.

Il est recommandé au tuteur d'entamer également, le cas échéant, les démarches nécessaires en vue de l'obtention d'un passeport national pour son pupille.

Dans le cadre de la recherche d'une solution durable dans l'intérêt de son pupille, le tuteur fera par écrit les propositions qu'il juge opportunes au Bureau Mineurs et il lui transmettra les documents éayant ces propositions.

Lorsque la solution durable est le retour du M.E.N.A. dans son pays d'origine ou dans un pays où il est autorisé ou admis au séjour, le Bureau Mineurs délivre un ordre de reconduire (annexe 38) au tuteur.

Dans l'attente d'une solution durable pour le M.E.N.A., le Bureau Mineurs peut :

soit, délivrer une déclaration d'arrivée valable 3 mois;

soit, proroger l'ordre de reconduire (annexe 38) qui a été délivré à son tuteur, lors d'une décision négative prise dans le cadre d'une autre procédure.

Ces documents seront prorogés, de trois mois pour la déclaration d'arrivée et mensuellement pour l'ordre de reconduire, lorsqu'une solution durable n'a pas encore été trouvée.

Toutefois, la prorogation de ces documents ne se fait pas systématiquement mais bien au cas par cas, après analyse de l'ensemble des éléments contenus dans le dossier du M.E.N.A.

Après six mois, le Bureau Mineurs peut en principe faire délivrer au M.E.N.A. un titre de séjour temporaire, à savoir, un Certificat d'Inscription au Registre des Etrangers (C.I.R.E.), portant la mention séjour temporaire, sur présentation du passeport national du M.E.N.A.

Il sera uniquement dérogé à l'exigence de la présentation du passeport national dans des cas exceptionnels où l'impossibilité de présenter le passeport du M.E.N.A. peut être clairement démontrée et pour autant qu'une autre solution durable n'a pas encore été trouvée.

Il convient de savoir que la présentation du passeport du M.E.N.A. au Bureau Mineurs a, l'avantage d'une part, de préserver l'identité du M.E.N.A. ou de la rétablir, conformément à l'article 8 de la C.I.D.E. et d'autre part, de permettre au M.E.N.A. de voyager au sein des frontières de l'Espace Schengen, si le passeport est accompagné d'un C.I.R.E. en cours de validité.

Le Bureau Mineurs peut décider à l'issue de la validité du titre de séjour temporaire, de le proroger, notamment sur la base des critères suivants :

- la connaissance d'une des trois langues nationales;
- la preuve d'une scolarité régulière;
- la situation familiale du M.E.N.A.;
- tout autre élément spécifique lié à la situation du M.E.N.A..

A l'issue de trois ans de séjour sous le couvert d'un C.I.R.E. temporaire, le M.E.N.A. peut être autorisé à séjourner sur le territoire pour une durée illimitée, pour autant qu'une autre solution durable n'a pas été trouvée.

2. De aanvraag moet schriftelijk door de voogd bij het Bureau Minderjarigen worden ingediend.

De voogd deelt de identiteit van de N.B.M.V. bij deze aanvraag mee. Deze identiteit kan vervolgens enkel nog op voorlegging van een nationaal paspoort worden gewijzigd. Het is dan ook nuttig dat de voogd de aandacht van zijn pupil vestigt op het belang om zijn ware identiteit op te geven.

B. De onderzoeksprocedure inzake verblijf

Om een duurzame oplossing te vinden, probeert het Bureau Minderjarigen de gezinssituatie van de N.B.M.V. zowel in het buitenland als in België te achterhalen. De principes vastgelegd in artikelen 9 en 10 van het I.V.R.K. met betrekking tot de eenheid van het gezin worden toegepast.

Krachtens artikel 11, § 1, van de Voogdijwet treft de voogd alle passende maatregelen om de familieleden van de minderjarige op te sporen.

Het is aangewezen dat de voogd ook de nodige stappen onderneemt, in voorkomend geval, om een nationaal paspoort voor zijn pupil te bekomen.

In het kader van het onderzoek naar een duurzame oplossing in het belang van de pupil, zal de voogd schriftelijk aan het Bureau Minderjarigen, alle voorstellen doen die hij nodig acht en de documenten die deze voorstellen staven, overmaken.

Indien de duurzame oplossing de terugkeer van de N.B.M.V. naar zijn land van herkomst of een land waar hij gemachtigd of toegelaten is tot een verblijf, is, levert het Bureau Minderjarigen een bevel tot terugbrenging (bijlage 38) aan de voogd af.

In afwachting van een duurzame oplossing voor de N.B.M.V., kan het Bureau Minderjarigen :

ofwel een aankomstverklaring geldig 3 maanden afleveren;

ofwel, het bevel tot terugbrenging (bijlage 38), dat bij het nemen van een negatieve beslissing in het kader van een andere procedure, aan de voogd werd afgeleverd, verlengen.

Deze documenten zullen worden verlengd, met drie maanden wat betreft de aankomstverklaring en maandelijks, wat betreft het bevel tot terugbrenging, indien nog geen duurzame oplossing gevonden werd.

De afgifte of de verlenging van deze documenten gebeurt echter niet systematisch maar geval per geval, na een analyse van het geheel van de elementen vervat in het dossier van de N.B.M.V.

Na verloop van zes maanden, kan het Bureau Minderjarigen in principe een tijdelijke verblijfsritel aan de N.B.M.V. doen afleveren, zijnde, een Bewijs van Inschrijving in het Vreemdelingenregister (B.I.V.R.) die de vermelding 'tijdelijk verblijf' draagt, op voorlegging van het nationaal paspoort van de N.B.M.V.

Er zal slechts aan de vereiste om een nationaal paspoort voor te leggen, worden afgezien, in uitzonderlijke gevallen waarin duidelijk kan worden aangetoond waarom het paspoort van de N.B.M.V. niet kan worden voorgesteld en voorzover er nog geen andere duurzame oplossing werd gevonden.

Het is van belang te weten dat het voorleggen van het nationaal paspoort aan het Bureau Minderjarigen, het voordeel heeft enerzijds, de identiteit van de N.B.M.V. te beschermen of te herstellen, overeenkomstig artikel 8 van de I.V.R.K., en anderzijds, de N.B.M.V. de mogelijkheid te bieden binnen de grenzen van de Schengenruimte te reizen indien een geldige B.I.V.R., het paspoort vergezelt.

Na de afloop van de geldigheidsduur van de tijdelijke verblijfsritel, kan het Bureau Minderjarigen beslissen deze te verlengen, namelijk op basis van de volgende criteria :

- de kennis van één van de drie landstalen;
- het bewijs van regelmatig schoolbezoek;
- de gezinssituatie van de N.B.M.V.;
- elk ander specifiek element dat met de situatie van de N.B.M.V. verbonden is.

Na drie jaar verblijf onder de dekking van een tijdelijk B.I.V.R., kan de N.B.M.V. gemachtigd worden tot een verblijf van onbepaalde duur op het grondgebied voor zover geen andere duurzame oplossing werd gevonden.

V. Cas particulier : le M.E.N.A. qui atteint l'âge de 18 ans
Le M.E.N.A. qui atteint sa majorité en droit belge, tombe sous l'application de la loi du 15 décembre 1980 précitée.

Afin de permettre au M.E.N.A. devenu majeur en droit belge et qui a donc atteint l'âge de dix-huit ans, de se conformer aux dispositions de la loi du 15 décembre 1980, le Bureau Mineurs l'informerá par écrit lors de la délivrance ou de la prorogation du dernier document des différentes procédures qu'il peut introduire.

VI. Dispositions pratiques

Toute information concernant le traitement des dossiers de M.E.N.A. peut être demandée au Bureau Mineurs de la Direction Accès et séjour :

Tél. : 02/205.55.22;

Fax : 02/274.66.57.

Toute information juridique concernant la présente circulaire peut être demandée au Bureau d'Etudes ; tél. : 02/206.19.21.
Bruxelles, le 15 septembre 2005.

Le Ministre de l'Intérieur,

P. DEWAELE

Notes

(1) le regroupement familial conformément aux articles 9 et 10 de la Convention des Nations Unies du 29 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant (C.I.D.E.);

(2) conformément à l'article 5 de la Résolution du Conseil de l'Union européenne du 26 juin 1997 (97/C221/03) concernant les mineurs non accompagnés ressortissants de pays tiers;

(3) conformément à l'article 9, § 1^{er}, du Titre XIII, Chapitre 6, » tutelle des mineurs étrangers non accompagnés » de la loi-programme du 24 décembre 2002.

V. Bijzonder geval : de N.B.M.V. die 18 jaar wordt

De N.B.M.V. die meerderjarig wordt volgens het Belgisch recht, valt onder de toepassing van de voornoemde wet van 15 december 1980.

Om de N.B.M.V. die volgens het Belgisch recht meerderjarig is geworden en dus de leeftijd van achttien jaar heeft bereikt, in staat te stellen zich te richten naar de bepalingen van de wet van 15 december 1980, zal het Bureau Minderjarigen, hem bij de afgifte of de verlenging van het laatste document schriftelijk op de hoogte brengen van de verschillende procedures die hij kan instellen.

VI. Praktische bepalingen

Alle informatie met betrekking tot de behandeling van de dossiers van N.B.M.V.'s kan worden gevraagd aan het Bureau Minderjarigen van de Directie Toegang en Verblijf :

Tel. : 02/205. 55.65;

Fax : 02/274.66.57.

Alle juridische informatie met betrekking tot deze omzendbrief kan worden gevraagd aan het Studiebureau ; tél. : 02/206.19.21.
Brussel, 15 september 2005.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

P. DEWAELE

Nota's

(1) de gezinshereniging overeenkomstig de artikelen 9 en 10 van het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de Rechten van het Kind (I.V.R.K.) van 20 november 1989;

(2) overeenkomstig artikel 5 van de Resolutie van de Raad van de Europese Unie van 26 juni 1997 (97/C221/03) inzake niet-begeleide minderjarige onderdanen van derde landen;

(3) in overeenstemming met artikel 9, § 1, van Titel XIII, Hoofdstuk 6 « Voogdij van niet-begeleide minderjarige vreemdelingen » van de programmwet van 24 december 2002.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2005/00601]

29 SEPTEMBER 2005. — Circulaire GPI concernant les directives à suivre dans le cadre de la mise en place du Secrétariat de la police intégrée, structurée à deux niveaux (SSGPI)

A Madame et Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Madame le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

A Mesdames et Messieurs les Présidents des Collèges de Police,

A Mesdames et Messieurs les Chefs de corps de la police locale,

A Monsieur le Commissaire général de la police fédérale,

Pour information :

A Monsieur le Directeur général de la Direction générale Politique de Sécurité et de Prévention,

Au Président de la Commission permanente de la police locale,

Madame, Monsieur le Gouverneur,

Madame, Monsieur le Bourgmestre,

Madame, Monsieur le Président,

Madame, Monsieur le Chef de corps,

Monsieur le Commissaire général,

1. Contexte réglementaire et juridique

Les articles 149quater à 149nonies de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (LPI), insérés dans cette loi via la loi-programme du 27 décembre 2004

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2005/00601]

29 SEPTEMBER 2005. — Omzendbrief GPI betreffende de richtlijnen die moeten gevolgd worden in het raam van de indeplaatsstelling van het Secretariaat van de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus (SSGPI)

Aan Mevrouw en de Heren Provinciegouverneurs,

Aan Mevrouw de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Aan de Dames en Heren Voorzitters van de Politiecolleges,

Aan de Dames en Heren Korpshoofden van de lokale politie,

Aan de Heer Commissaris-generaal van de federale politie,

Ter informatie :

Aan de Heer Directeur-generaal van de Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid,

Aan de Voorzitter van de Vaste Commissie van de lokale politie,

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,

Mevrouw, Mijnheer de Voorzitter,

Mevrouw, Mijnheer de Korpshoofd,

Mijnheer de Commissaris-generaal,

1. Wettelijke en reglementaire context

De artikelen 149quater tot 149nonies van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus (WGP), in die wet ingevoegd via de programmwet van